

ANNEXE 1 : L'évolution du chômage en Aquitaine.

Demandeurs d'emploi en 2006 en Aquitaine

Sources : DDTEFP 33. CLD

Stabilité du taux de chômage annuel				
	2004	2005	2006	2006
Taux de chômage (en % de la population active)				Nombre de chômeurs (milliers)
Ensemble	8,8	8,8	8,8	2 414
15-24 ans	20,4	20,9	22,2	569
25-49 ans	8,2	8,2	7,9	1 446
50 ans et plus	6,0	5,7	6,0	398
Hommes	8,0	8,0	8,1	1 173
15-24 ans	19,6	19,7	20,8	298
25-49 ans	7,1	7,2	7,0	675
50 ans et plus	5,5	5,4	5,8	200
Femmes	9,8	9,8	9,6	1 241
15-24 ans	21,4	22,4	23,9	271
25-49 ans	9,5	9,4	9,0	771
50 ans et plus	6,5	6,1	6,2	198
Niveaux de diplôme				
Sans diplôme ou CEP	12,9	13,5	14,0	742
Brevet des collèges, CAP, BEP	8,4	8,5	8,6	812
Baccalauréat	8,5	8,4	8,4	407
Bac + 2	5,7	5,9	5,6	208
Diplôme supérieur à Bac + 2	7,0	6,3	5,9	245
Chômeurs depuis 1 an ou plus (en % du nombre de chômeurs)				Effectif (milliers)
Ensemble	40,8	41,4	42,3	1 020
Hommes	40,7	40,6	42,8	503
Femmes	40,9	42,2	41,7	518
15-24 ans	23,6	23,3	25,7	146
25-49 ans	41,5	42,7	43,4	627
50 ans et plus	61,3	61,7	61,1	244

Demandeurs d'emploi (catégorie 1)	Décembre 2004	Décembre 2005	Décembre 2006	Évolution 2005/2006
Ensemble	63 104	59 452	51 803	- 12,9 %
< 25 ans	13 140	11 883	10 002	- 15,8 %
25 à 49 ans	42 272	40 324	35 246	- 12,6 %
> 50 ans	7 692	7 245	6 555	- 9,5 %
CLD ✕	19 483	18 846	15 655	- 16,9 %
Taux de chômage	10,7 %	10,1 %	8,9 %	

*CLD : Chômeurs de Longue Durée

L'âge est celui atteint au 31 décembre de l'année d'enquête.

Lecture : en moyenne au cours de l'année 2006, on dénombre 2 414 000 chômeurs au sens du BIT, soit 8,8 % de la population active.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi du 1^{er} trimestre 2004 au 4^e trimestre 2006.

MESURES POUR L'EMPLOI - FLUX D'ENTRÉE CUMULÉ DANS LES DISPOSITIFS

CONTRATS Cumuls 2006	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-G.	Pyr.-Atl.	AQUITAINE	1er sem.07
Formation en Alternance							
Apprentissage	1 414	3 966	1 119	1 558	1 313	9 370	1 255
Professionnalisation	751	3 072	675	549	1 796	6 843	3 565
Insertion dans la Vie Sociale (CVS)	1 260	5 246	1 038	1 199	1 833	10 576	3 617
Aidés secteur marchand							
Initiative-Emploi (CIE)	436	1 651	305	276	607	3 275	1 157
Jeunes en Entreprise	472	1 566	368	390	673	3 469	1 610
Nouveaux services/ Emplois jeunes	12	61	22	22	29	146	34
Aidés secteur non-marchand							
Avenir (CAV)	617	1 269	255	440	689	3 270	1 165
Accompagnement dans l'Emploi (CAE)	1 979	6 071	1 206	1 480	2 241	12 977	6 838
Emploi Consolidé (CEC avenants)	152	574	110	112	0	948	78

Source : DRTEFP

ANNEXE 1 (suite) : L'évolution du chômage en Aquitaine.

Les jeunes de moins de 26 ans dans les dispositifs de politique de l'emploi

en milliers

	1990	2000	2005	2006	2007 (p)
Alternance	442	579	519	556	590
Apprentissage	225	359	379	402	417
Contrats de qualification, d'orientation et d'adaptation	216	220	64	4	0
Contrat de professionnalisation		0	77	150	173
Emploi marchand hors alternance	74	77	142	137	143
Contrat initiative emploi (CIE ancien et nouveau)	0	36	25	18	6
Soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (SEJE)	0	0	116	119	136
Autres mesures	74	41	0	0	0
Emploi non marchand	120	163	66	65	52
Contrats emploi-solidarité	120	36	3	0	0
Emplois jeunes	0	118	16	6	1
Contrats emploi-consolidé	0	10	3	1	0
Contrat d'accompagnement vers l'emploi	0	0	42	54	47
Contrat d'avenir	0	0	1	4	4
Total	636	820	726	758	784
Part des emplois aidés parmi les emplois occupés par des jeunes (en %)	20,3	30,0	25,8	27,5	27,2

r : données révisées.

p : données provisoires.

Champs : France métropolitaine, jeunes de moins de 26 ans dans un dispositif de politique de l'emploi ; hors abattement temps partiel, Accre, et insertion par l'activité économique ; situation au 31 décembre.

Sources : Dares (mesures pour l'emploi) ; Insee - enquêtes Emploi (emplois occupés par les jeunes).

L'emploi des jeunes en Aquitaine.

Dans le cadre du Plan de Cohésion Sociale, un contrat d'objectifs et de moyens (le COM) a été signé avec le Conseil Régional en 2005 dans lequel l'Etat apporte près de 9 millions d'euros en 2006 au titre du fond national de développement et de modernisation de l'apprentissage.

L'objectif est de porter sur 5 ans, le nombre d'apprentis en Aquitaine de 15.600 à 21 000-23 000. La tendance à la hausse du nombre d'apprentis, constatée en 2005, s'est poursuivie en 2006

Le développement de l'apprentissage est l'une des mesures importantes du Plan de Cohésion Sociale dont les résultats se traduisent, en Aquitaine, par une baisse du chômage de 11,1% en un an (chômage des jeunes :- 13%, chômage des femmes : - 10%, chômage longue durée : - 17%).

Lettre d'actualité n° 6 (Mars 2007)

Service Interministériel de la Communication & de l'Information

Contact : communication@girondepref.gouv.fr

ANNEXE 1 (SUITE) : L'évolution du chômage en Aquitaine.
Flash emploi – Formation Aquitaine – Septembre 2008 – n° 213.

Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-G.	Pyr.-Atl.	Septembre 2008	Aquitaine	France
11 411	48 146	10 354	9 615	17 704	DEFM	97 230	1 992 471
4,7	1,1	9,0	8,7	3,2	évolution sur 1 an (%)	3,4	0,8
11 682	47 164	10 635	9 847	17 614	DEFM cvs	96 907	1 957 600
1,0	0,6	2,7	-0,2	0,8	évolution sur 1 mois (%)	0,9	0,4
7,3	7,5	6,8	7,6	6,4	Taux de chômage (1) 2ème trimestre 2008	7,2	7,2
20,5	19,2	18,7	21,8	18,3	% -25 ans	19,4	20,4
52,4	51,5	54,5	51,1	52,2	% femmes	52,0	49,1
23,4	23,5	21,3	22,5	24,8	%CLD	23,4	24,5

(1) Les taux de chômage présentés ci-dessus ne sont pas des taux de chômage au sens du BIT. Ils résultent de l'exploitation de l'enquête Emploi en continu (chômage national au sens du BIT), des statistiques mensuelles de l'ANPE (DEFM1,2,3) pour la mesure du chômage, des estimations annuelles de l'emploi au lieu de travail et des évolutions trimestrielles pour la mesure de la population active mesurés par l'enquête emploi (trimestrielle).

Sources : ANPE - INSEE - enquête emploi

DEFM : Demandeur d'Emploi en Fin de Mois.

ANNEXE 2 : Contrats spécifiques jeunes et contrat de formation en alternance

	SECTEUR NON MARCHAND		FORMATION EN ALTERNANCE			
	Contrat d'avenir (CA)	Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE)	Contrat d'apprentissage	Contrat de professionnalisation	Parcours d'Accès aux Carrières de la Fonction Publique Territoriale, de la Fonction Publique Hospitalière et de la Fonction Publique d'Etat (PACTE)	
Objectif	Favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires des minima sociaux avec un contrat de travail et par des actions d'accompagnement et de formation individualisées	Favoriser le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès au marché du travail, avec un contrat de travail et une aide à l'insertion adaptée.	Permettre à des jeunes de travailler et de suivre un enseignement en alternance conduisant à l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle enregistré dans le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP)	Favoriser l'insertion ou le retour à l'emploi durable des jeunes et des demandeurs d'emploi grâce à un contrat permettant d'acquérir une qualification professionnelle en relation avec les besoins identifiés par les branches professionnelles.	Favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle des jeunes sans qualifications ou peu qualifiés par l'acquisition d'une formation professionnelle en rapport avec l'emploi occupé. (catégorie C).	Plan
Public visé	Bénéficiaire du RMI, ASS, API et de l'AAH.	Personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi.	<i>Jeunes de 16 à 25 ans révolus (possibilité de dérogation aux limites d'âge sous certaines conditions).</i> <i>Possibilité pour les jeunes âgés de 14 à 16 ans (sous statut scolaire) de suivre un parcours d'initiation aux métiers dans le cadre d'un apprentissage junior – se renseigner auprès du conseiller d'orientation du collègue.</i>	Jeunes de 16 à 25 ans révolus. Demandeurs d'emploi de 26 ans et plus.	Jeunes de 16 à 25 ans révolus, sortis du système éducatif sans diplôme, sans qualification professionnelle reconnue ou avec un niveau de formation inférieur au baccalauréat.	de cohésion
Type de contrat	- CDD de 2 ans, renouvelable dans la limite de 3 ans (voire 5 ans pour les plus de 50 ans et les travailleurs handicapés au moment de la conclusion du contrat). - Par dérogation, CDD d'une durée comprise entre 6 mois (ou 3 mois pour les détenus bénéficiant d'un aménagement de peine) et 24 mois, renouvelable dans la limite de 36 mois.	CDD de six mois minimum dans la limite de 24 mois (durée minimale pouvant être réduite à 3 mois pour les détenus bénéficiant d'un aménagement de peine).	Contrat de type particulier d'une durée de 1 à 3 ans. (Possibilité de dérogation à la durée du contrat sous certaines conditions).	- CDD - CDI - CDI/CNE L'action de professionnalisation peut être conclue pour une durée de 6 à 12 mois. Possibilité d'extension jusqu'à 24mois par accord de branche.	Contrat de droit public d'une durée minimale d'un an et d'une durée maximale de deux ans. Titularisation au terme du contrat.	sociale